

## Et ma maman, je la place au Panama ?

Si vous voulez passer vos vieux jours dans une maison de repos, il vous faut une coquette pension ou une fameuse poire pour la soif. En Wallonie, en moyenne, le prix du séjour en maison de repos coûte 1400 euros par mois, si l'on compte les repas, les soins, les médicaments, etc. Or, le montant moyen d'une pension est de 1200 euros, ce qui veut dire que beaucoup doivent y renoncer pour raisons financières ou puiser dans leurs économies ou trouver un appui financier ailleurs.

Le prix du séjour en maison de repos a augmenté de 20% ces cinq dernières années !

Mais ces établissements reçoivent moins de subventions par patient que ce qui leur serait nécessaire. Ils ont donc le choix : soit exploiter encore davantage le personnel (avec burnout à la clé) ou augmenter les prix. Or il pourrait en aller autrement.

Des soins de qualité à un prix abordable sont un droit inaliénable. Pourtant, aujourd'hui trois quarts (oui, vous avez bien lu), trois quarts des personnes âgées n'ont pas de revenus suffisants pour se payer un séjour en maison de repos. Pendant que d'autres vivent dans l'abondance. Tandis que la pression fiscale est lourde sur les revenus du travail, elle est quasi inexistante sur les revenus des capitaux. Sans parler de la dette publique largement attribuable au sauvetage des banques et à la crise financière. Une redistribution des revenus et une augmentation des petites pensions devraient être des priorités. Une fiscalité juste ne serait pas superflue.

Offshoreleaks, Luxleaks, Swissleaks, Panama Papers... autant de scandales fiscaux récents qui nous rappellent que les grandes entreprises et les grosses fortunes continuent à éluder l'impôt via les paradis fiscaux. La perte annuelle en rentrées fiscales est estimée à 20 milliards d'euros. Par des mesures fiscales qui leur sont favorables, les mille entreprises faisant le plus de profit en Belgique ont ainsi, en 2013, obtenu une réduction d'impôt de 13 milliards d'euros. Et le 1% le plus riche de la population belge dispose d'une fortune qui dépasse celle des 60% les plus pauvres. Dans le même temps, l'administration fiscale a perdu 6000 agents depuis 2006 et le gouvernement Michel a décidé de ne plus remplacer qu'une personne sur cinq.

Une fiscalité juste est plus que jamais nécessaire.

**CE QU'IL FAUT FAIRE** : levée complète du secret bancaire, mise en place d'une imposition sur tous les revenus, renforcement de l'administration fiscale et démantèlement des mesures qui favorisent l'évasion fiscale des multinationales.

**Et ainsi nous assurons une belle vieillesse à nos aînés. Question de respect.**